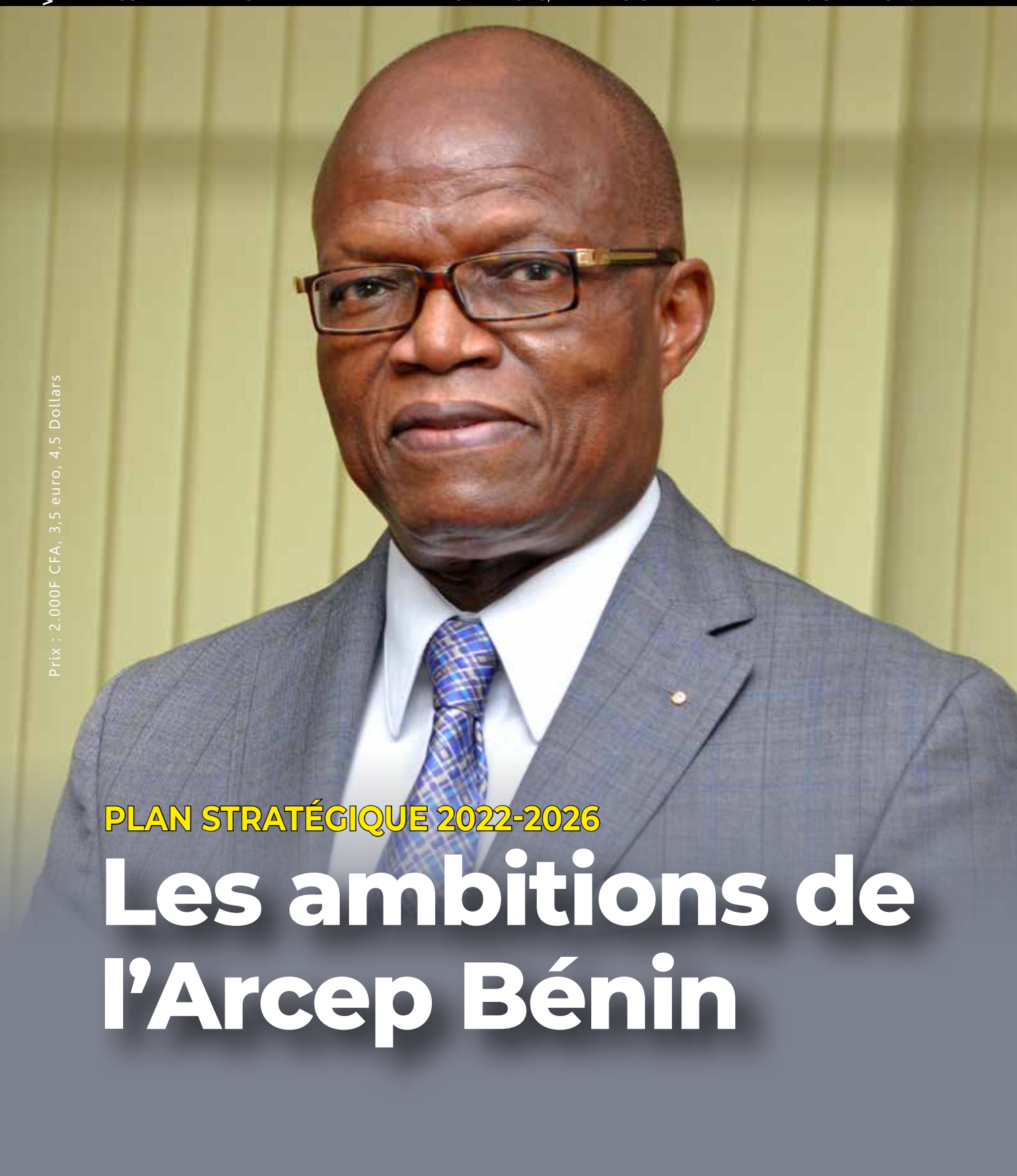
www.lautre-afrique.com

L'AUTRE AFRIQUE

QUAND L'AFRIQUE S'ÉVEILLERA ...

MENSUEL INTERNATIONAL INDÉPENDANT D'INFORMATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITÉ N°045 - MARS 2022

Prix : 2.000F CFA, 3,5 euro, 4,5 Dollars



PLAN STRATÉGIQUE 2022-2026

Les ambitions de l'Arcep Bénin

L'AUTRE AFRIQUE

QUAND L'AFRIQUE S'ÉVEILLERA ...

:+229 96 84 24 24
+33 626 656 588

Présentation

Le Magazine L'Autre Afrique est un mensuel édité par le Groupe L'Autre Afrique dont le nombre de tirage varie entre 1000 et 5000 exemplaires et distribués en France, au Bénin et au Togo. Il est également disponible en version PDF sur le site www.lautre-afrique.com. Il traite des questions politiques, économiques, sociales... et fait la promotion d'une africanité positive.

Notre réseau de distribution met chaque mois, des exemplaires à la disposition des ambassades, consulats, représentations diplomatiques, Agences de voyage etc...
Son Directeur de Publication s'appelle Mr Romuald Boko.

Flash info

En dehors de ce mensuel, c'est une quinzaine de visuels chaque jour pour informer en temps réel. C'est une autre façon de communiquer que vous proposons.

Mission

L'Autre Afrique est magazine panafricain qui ambitionne redonner à l'Afrique toutes ses vraies valeurs. Loin de cette Afrique de guerre, de dictature, de barbarie, de famine, de misère etc, ce mensuel se veut porteur d'une autre vision, celle d'une nouvelle Afrique riche de ses ressources et riche de ses enfants, bref une Autre Afrique....

Perspectives

Le magazine L'Autre Afrique envisage d'être présent dans les kiosques ivoiriens, burkinabé et sénégalais pour le compte de l'année 2022.
Aussi, Le magazine L'Autre Afrique sera t-il présent sur amazone dès janvier prochain.

EDITORIAL

Par Romuald BOKO

Le Mali aux Maliens

La force et la vraie liberté de l'Afrique viendront de sa capacité à poser des actes réfléchis et en assumer les conséquences. Tel est le message qu'a lancé le peuple malien au reste du continent depuis le coup d'état militaire et après la tentative d'isolement du pays orchestrée par la France « chassée » qui instrumentalise les instances internationales. Les sanctions pleuvent mais le Malin résiste et reste uni.

Au plus près ou au plus juste, est-il tard encore aujourd'hui de reprendre la formule de Monroe qui clamait en 1823, « L'Amérique aux Américains » et l'adapter à la politique de non-ingérence des Européens dans les affaires Africaines ? Évidemment ! Oui « l'Afrique aux Africains », et dans le contexte actuel de ce que nous pouvons appeler crise malienne, nous affirmons haut et fort « Le Mali aux Maliens».

Mais ce qui explique la présence militaire au Mali et l'occupation malienne par les les forces étrangères n'est ni le djihâdisme encore moins le terrorisme. C'est plutôt malheureusement les ressources minières du pays qui aiguisent l'appétit des occidentaux. Incroyable…

En effet, en plus de l'or, le potentiel du Mali réside également dans plusieurs ressources naturelles inexploitées comme le bauxite, le minerai de fer, les métaux de base et le phosphate etc… Cet énorme potentiel minier du Mali fait de lui un grand pays où des enjeux de géopolitique, de géostratégie sont très développés et déclenchent subrepticement des rivalités à tout point de vue. Et, il faut bien le savoir… Ce pays souverain et indépendant souffre de la richesse de son sous-sol que la France colonisatrice contrôle envers et contre les autorités du pays. C'est alors que la France, au nom d'une opération dite Serval, a débarqué sur le sol malien 4000 militaires français avec un budget d'1 milliard par jour en interdisant curieusement à l'armée malienne d'accéder à une partie de son territoire pourtant independant. Incroyable !

Et pourtant! Pourtant, l'opération serval avait trois objectifs clairement définis: détruire le terrorisme, restaurer l'intégrité du territoire malien et appliquer les résolutions des nations unies. Mais une dizaine d'années après, le terrorisme localisé uniquement au nord du Mali a envahi 80% du territoire. Il faut être donc aveugle pour ne pas comprendre qu'il s'agit ni plus ni moins d'une tentative de couper le pays en deux, une sécession en douce.

D'ailleurs le premier ministre malien Choguel Kokala Maiga l'avait fortement dénoncé sans langue de bois. « On a besoin de rafraîchir un peu les mémoires des uns et des autres. la crise malienne est survenue en 2012, il a manqué un leadership éclairé et une maturité stratégique par rapport à notre outil de défense. Mais qui a détruit la Lybie pour répandre les armes partout? Pour amener des mercenaires de Lybie? Pour dire allez y couper le Mali en deux. C'est pas nous qui le disons, c'est des responsables francais. J'ai les noms et tout est documenté. La france a dit on va diviser le Mali. passons sur ça ».

Voilà qui est clair.

Il est impératif que le peuple malien retrouve sa souveraineté afin que comme le résume fort bien P. Rosanvallon, « que la souveraineté du peuple ne soit pas abolie dans les procédures et les institutions censées l'accomplir ».

Alors à bas le néocolonialisme!

A bas l'ingérence militaire !

Gloire au peuple malien

Vive le Mali independant et souverain.

SOMMAIRE

10

Café express avec Régis Hounkpè, Directeur Exécutif du cabinet InterGlobe Conseils

14

« Nous maintenons la dynamique de la croissance»

20

Repenser la gestion de l'eau pour en garantir l'accès à tous

24

Pour l'inclusion des femmes aux instances de décisions

26

Rendre la terre aux africains !

32

Les Dissensions Seront-Elles Enfin Aplanies ?

L'AUTRE AFRIQUE

Mensuel international indépendant d'informations, d'analyses et de publicité

Direction Générale

France

Tél: **+33 626 656 588**

Bénin

Tél: **+229 96 84 24 24**

Directeur de Publication

Romuald A. Boko

Directeur de la Rédaction

François Charles

Direction Commerciale

Léila Amara

Rédaction

Keneth Smith, François Charles, Romuald Boko, Abla Merzougui Lahket, Armel Kuassi Johnson, Eudes DIARRA, Olivier KPONSOU, Nazaire Cesar

Collaboration

Abdel Karim

Folakè Ayekoro

Koffi Albert ADANDJI

Grace Adriba

Edition

L'Autre Afrique

Maquette et mise en page

AZIS **+229 97 581 067**

www.lautre-afrique.com

www.lautre-afrique.com

Flavien BACHABI, Président de l'Arcep Bénin

PLAN STRATÉGIQUE 2022-2026

Les ambitions de l'Arcep Bénin

L'Arcep Bénin s'est doté d'un nouveau Plan Stratégique pour la période de 2022-2026. Ce document l'engage dans de nouveaux défis pour le développement des services de communications électroniques et de la poste ainsi que son rayonnement dans l'écosystème du numérique tout en restant fidèle à sa vision.

En effet, dans ce document stratégique, l'Arcep a décliné ses priorités, sur la base des orientations du Gouvernement pour le quinquennat 2021-2026, en s'inspirant des meilleures pratiques de régulation surtout dans l'objectif de renforcer l'observatoire des Communications Electroniques et de la Poste, répondre aux nouveaux enjeux postaux, de contribuer à la mise en place des règlementations spécifiques en soutien à l'innovation mais également l'intervention de la régulation dans la protection de l'environnement aux fins de contribuer à la réduction de l'empreinte écologique sectorielle.

Il faut retenir que la promotion et l'introduction de la 5G sur le marché de la téléphonie mobile au Bénin, est inscrite au rang des nouvelles interventions de régulation, afin de permettre aux utilisateurs de bénéficier pleinement des avantages de cette nouvelle technologie.

Par ailleurs, pour les Stratégies sectorielles en matière des Communications Electroniques, le Gouvernement de la République du Bénin a défini pour la période 2021-2026, les priorités ci-après :

• Apporter le haut et le très haut débit au plus près des populations et des entreprises béninoises par le biais des investissements publics et privés ;

• Renforcer le service aux citoyens et aux entreprises par la généralisation des e-services et par l'accélération de la digitalisation de l'Administration publique ;

• Développer les services et usages numériques innovants et de qualité et dans tous les secteurs de la vie économique et sociale.

Les Stratégies sectorielles en matière Postales sont essentiellement construites autour de l'opérateur désigné « La Poste du Bénin SA » et les autres opérateurs privés autorisés ainsi que le développement du commerce électronique.

Dans cette optique, le secteur postal a été rattaché au Ministère en charge de l'Economie et des Finances en vue d'en faire un instrument de développement économique à l'instar les autres secteurs de production et de croissance économique.

Composantes du plan stratégique de l'ARCEP BENIN et leurs objectifs respectifs :

Le secteur des communications électroniques connait une grande mutation avec ses corollaires d'innovations, de nouveaux services pour satisfaire les besoins des citoyens et de la société mais aussi avec ses nouvelles crises et risques qu'il faut travailler à maitriser en raison de leur impact important sur les communautés. C'est pourquoi, l'ARCEP BENIN mettre en œuvre, à travers ses compétences, ses équipements, ses partenariats, une règlementation adaptée, à la régulation d'un nouvel environnement évolutif caractérisé par les défis suivants :

- le développement des infrastructures de haut et très haut débit pour supporter les nouveaux services ;
- la gestion optimale des ressources en fréquences radioélectriques

pour un bon fonctionnement des multiples nouveaux services et technologies;
- le travail collaboratif avec les autres organismes pour la régulation de services convergents ;
- la définition des règles pour la continuité des services y compris les services publics ;
-le renforcement de la concurrence pour susciter l'innovation et garantir la fourniture de services de qualité à des prix abordables aux consommateurs.

Les axes stratégiques

Ce plan stratégique est décliné en quatre (04) axes ainsi qu'il suit :
- Gouvernance efficace et collaborative de la régulation ;
- Outils de régulation pour le développement du numérique et de l'innovation ;
- Outils de régulation pour le développement du secteur postal;
- Protection des intérêts des utilisateurs.

La Gouvernance efficace et collaborative de la régulation qui est le premier axe vise à :
- Améliorer de façon continue le fonctionnement interne de l'ARCEP BENIN ;
- Promouvoir l'ARCEP BENIN ;
- Renforcer l'implication des parties prenantes dans le processus de régulation.

En ce qui concerne les objectifs de l'axe 2 relatif aux outils de régulations pour le développement du numérique et de l'innovation, il s'agira de :
- Renforcer la concurrence
- Contrôler le respect des obligations des opérateurs
- Stimuler l'innovation
- Optimiser et valoriser les ressources rares

Hervé **GUEDEGBÉ**,
Secrétaire Exécutif / ARCEP

Les objectifs de l'axe relatif aux outils de régulation pour le développement du secteur postal consisteront à :
- Contribuer au développement du Service Postal Universel
- Promouvoir les services postaux innovants
- Lutter contre l'informel

Enfin, le dernier axe relatif à la Protection des intérêts des utilisateurs vise à :
- Contribuer à l'information des utilisateurs
- Contribuer à la promotion du numérique comme outil d'inclusion sociale
- Faire respecter les normes et réduire l'empreinte écologique

Outils de régulation pour le développement du numérique et l'innovation

L'ARCEP BENIN travaillera à l'émergence d'une politique de la concurrence capable de susciter l'innovation, l'investissement dans le numérique en renforçant les outils de diagnostic des manifestations des pratiques anticoncurrentielles.
Dans cette perspective, elle poursuivra la réalisation des objectifs ci-après :

o Renforcer la concurrence, à travers :

- l'analyse concurrentielle périodique des marchés et la prise de mesures correctives ;
- le renforcement de l'observatoire des marchés des communications électroniques ;
- l'adaptation des outils de régulation pour le développement de l'économie numérique. Ainsi, tous les outils nécessaires (procédures, directives, méthodologies, modèles et autres) seront identifiés, développés et implémentés par l'Autorité de régulation ;
- la gestion des litiges entre entités régulées ;
- l'amélioration de la concurrence entre les différents intervenants du secteur pour une plus grande transparence et une plus grande attractivité pour l'investissement dans le secteur ;
- la prise de mesures nécessaires pour assurer une régulation adaptée au nouveau contexte qui va se focaliser sur le développement du haut et très haut débit, sur le partage des infrastructures et sur la mise en place de services tirant profit des nouvelles technologies.

o Contrôler le respect des obligations des opérateurs à travers :
- l'audit technique de la qualité de service (QoS), de la couverture des réseaux et du plan de continuité d'activités des opérateurs ;
- l'audit tarifaire (tarifs et facturation) des services de communications électroniques ;
- l'audit de conformité (assiettes de calcul des contributions, taxes et redevances, identification des abonnés, comptabilité analytique, conformité des contrats et respect des SLA, etc.).

o Stimuler l'innovation à travers :
le développement de nouveaux modèles souples d'autorisations règlementaires et la rationalisation des autorisations d'expérimentation favorisant l'expérimentation pour une durée déterminée de nouvelles technologies par les acteurs du marché, y compris ceux ne disposant pas encore de licences. La souplesse de cette méthode favorisant les solutions innovantes et qui ne soumet pas les acteurs au régime réglementaire complet permettra d'appuyer de manière plus efficace les start-ups pour la promotion des nouveaux services

o Optimiser et valoriser les ressources rares.
Le plan stratégique 2022-2026 de l'Arcep Bénin est composé de quatorze (14) projets et trente-huit (38) sous-projets dont la mise en œuvre et le suivi évaluation permettra au secteur des communications électroniques et de la poste de connaître un développement exponentiel.

Conseil de Régulation / Arcep

DEVENEZ
SPONSOR
Belmonde Z
LANCEMENT D'ALBUM
100% Salsa_Rumba
© Pasemi
20H
Vendredi
29
AVRIL 2022
Salle MAJESTIC CADJEHOUN
+229 64 20 64 20 / 97 03 76 76

Café express avec **Régis Hounkpè, Directeur Exécutif du cabinet InterGlobe Conseils**

Analyste géopolitique et communicant politique, Régis Hounkpè est Béninois et vit entre Cotonou et Paris. Il est fondateur et directeur exécutif d'InterGlobe Conseils, un cabinet-conseil spécialisé en communication stratégique et expertise géopolitique. Régis intervient à l'Ecole Nationale Supérieure des Armées à Porto-Novo au Bénin et également en Géopolitique de l'Afrique à l'Université de Reims Champagne-Ardenne.

Régis Hounkpè, Analyste géopolitique et communicant politique

Nous avons rencontré Régis à Paris, pour comprendre la guerre médiatique que se livrent les médias occidentaux et russes actuellement, consécutivement à la crise en Ukraine.

Que pourrait-on comprendre à travers les terminologies « Com de guerre et guerre de Com », que vous avez utilisés en prélude de cet entretien ?

Ces deux terminologies reviennent de façon récurrente car le monde est dans une situation conflictuelle à divers endroits du monde. Ce sont deux concepts bien différents mais qui a un moment se croisent.

La communication de guerre est l'ensemble des stratégies qui sont mises en place pour justifier, amender, valider le principe de conflit. Très généralement lorsqu'elle arrive au point optimal, la communication de guerre devient de la propagande de guerre. En communication, on parle davantage de propagande, car elle a pour but d'atténuer ou d'amplifier de façon à ce qu'une guerre qui est par définition une destruction devienne un fait largement admis. Pour la guerre de communication, nous sommes davantage dans une confrontation idéologique et communicationnelle entre deux ou plusieurs parties; car souvent les guerres ne sont pas forcément bilatérales mais elles peuvent être multilatérales. Aujourd'hui, il suffit de regarder la guerre qui se passe en Europe de l'Est entre l'Ukraine et la Russie. Nous

sommes à la croisée entre la communication de guerre et la guerre de communication, entre la propagande de guerre et la guerre de communication.

Comment analysez-vous les prises de position ainsi que le traitement médiatique sur le conflit en Ukraine ?

Le conflit est largement traité par tous les médias, par toutes les presses. La presse de France est mon périmètre de travail et je l'analyse quotidiennement. La presse de France ou celle de l'Occident traite favorablement l'information du côté de l'Ukraine. C'est aussi un conflit de blocs politiques.

L'Ukraine aujourd'hui, a davantage les faveurs des médias occidentaux. A contrario, la Russie a évidemment la faveur du Kremlin et les organes de presse qui en sont proches. Au-delà, de l'Europe, il y a un traitement mesuré en Syrie et au Venezuela, légèrement pour la Russie. Le géant chinois qui est l'un des proches à la fois stratégique et idéologique de la Russie traite aussi l'information de façon mesurée.

On est quand même dans un conflit meurtrier; de ce fait, certains pays font attention dans le traitement et la diffusion de l'information. Il y'a quand même l'exigence d'authenticité et l'exigence vis-à-vis de l'histoire. Parce que la communication mise en place aujourd'hui pourra rattraper certains pays demain dans les livres d'histoire et ceux de communication politique.

En complément des sanctions économiques et commerciales prises à l'encontre de la Russie par l'Union européenne, le bannissement des médias russes (RT France et Sputnik) dans la zone Europe est en cours. Que vous inspire cette situation ?

Il y'a beaucoup d'affects et d'émotions. Cela se comprend car nous sommes en face de situations extrêmement dramatiques. Il suffit de mettre la télé et de voir des hordes de familles qui sont jetées à la rue, des familles ukrainiennes qui croulent sous les bombes.

La commission européenne a pris cette décision de censurer des organes dits de propagande russe parce qu'ils estiment que ces organes ont pour vocation d'amplifier médiatiquement les positions russes et le kremlin. Par principe, je dis non et je suis contre la censure. Si je prends RT, où j'ai eu quelques fois l'occasion d'intervenir, bien sûr c'est une chaîne qui est financée par la Russie, mais il y a une pluralité d'opinions que j'ai pu observer de l'intérieur.

Je trouve que les pays démocratiques et notamment la France, parangon de la liberté d'expression et d'opinion, ont eu la main très lourde. Je ne suis pas convaincu qu'aujourd'hui, RT France et Sputnik qui ont des audiences plutôt moyennes, aient la capacité d'influencer le consommateur d'informations français, au point où ceux-ci commencent à penser de façon pavlovienne aux principes de la justification de la guerre par Vladimir Poutine. En réalité, lorsqu'on dit que Sputnik ou RT sont des organes de propagande russe, ce n'est pas le cas.

« Je ne suis pas convaincu qu'aujourd'hui, RT France et Sputnik qui ont des audiences plutôt moyennes, aient la capacité d'influencer le consommateur d'informations français, au point où ceux-ci commencent à penser de façon pavlovienne aux principes de la justification de la guerre par Vladimir Poutine. »

La propagande suppose techniquement et idéologiquement que le média en question dispose d'une prédominance dans son expression. Alors que RT évolue dans un environnement largement occidental, largement pluriel avec des médias comme BFM, LCI, RMC, RTL, Le Figaro, Libération et bien d'autres. La propagande aurait pu se justifier si RT et Sputnik avaient été les seuls et si à 95% c'était eux qui faisaient la construction de l'opinion publique, ce qui n'est pas le cas. Sémantiquement, il y a une véritable erreur.

Quand on remonte dans l'histoire, sous l'Allemagne nazie, Goebbels était le roi de la propagande et il n'admettait que des organes de presse, des médias qui vantent la suprématie blanche, le primat du nazi sur toutes les autres

idéologies, c'est véritablement de la propagande. Si on remonte en Afrique, au Rwanda, la Radio Mille Collines a été considérée par beaucoup comme la radio du génocide, la radio machette. Dans ces exemples, nous avons des médias de la propagande.

Aujourd'hui RT et Sputnik ne sont pas majoritaires en France. Au lieu de les censurer, il faudrait les contrecarrer idéologiquement, argument contre argument, pied à pied et ce n'est pas les arguments qui manquent. La France qui estime être le pays de la pluralité d'opinions aurait pu envoyer un autre message. Bannir ces médias envoie un mauvais signal sur la capacité que les démocraties occidentales ont aujourd'hui d'accepter la contradiction.

Dans le même ordre d'idées, comment réagissez-vous au traitement médiatique des conflits sur le continent africain, notamment au Mali ?

La crise au Mali est toujours traitée par le petit biais et l'orientation à décharge. Je parle de la crise diplomatique même si effectivement, il y'a une crise militaire et insécuritaire. Je préfère m'intéresser à la communication de la crise diplomatique. Les bisbilles diplomatiques entre la France et le Mali ont été largement interprétées par les deux pays de façon globalement antagoniste. Cela n'a pas aidé dans la mesure où très majoritairement les Maliens admettent le principe structurel des autorités de transition qui ont pris le pouvoir à la suite d'un coup d'état militaire.

Aujourd'hui les autorités qui dirigent le Mali ne sont pas celles qui ont été élues mais il faudra faire avec elles car ce sont elles qui gèrent les affaires du quotidien et certainement aussi celles du futur. Par contre, la France officielle dans sa communication, est entrée en contestation de ces autorités. Quelque part ça réveille le surplus de souveraineté, qu'on peut retrouver dans certains milieux de la société civile africaine. Cela va même au-delà de la société civile africaine, c'est devenu l'opinion publique que cela insupporte.

> **« Le traitement médiatique fait par la presse française, a souvent cette tendance à renvoyer une image très partielle de l'Afrique et, à se focaliser sur les divergences politiques à l'œuvre sur le continent; cela n'aide pas la compréhension des relations entre la France et l'Afrique, entre la France et le Mali »**

Le traitement médiatique fait par la presse française, a souvent cette tendance à renvoyer une image très partielle du l'Afrique et à se focaliser sur les divergences politiques à l'œuvre sur le continent; cela n'aide pas la compréhension des relations entre la France et l'Afrique, entre la France et le Mali. Très rapidement, le soupçon a été de penser que les Maliens se seraient trouvé un ennemi commun : la détestation de la France, la francophobie. Non, pas du tout. Il y' a eu beaucoup de communication attestant que les Maliens seraient dans la haine des français. Absolument pas du tout, je le répète. Cette forme de communication, je la trouve perverse et malfaisante dans la mesure où ce que les maliens veulent, c'est d'abord le changement de paradigme dans les relations entre la France et l'Afrique, entre la France et le Mali. Je pense qu'il faut communiquer sur la façon dont le Quai d'Orsay traite ou admet sa relation avec les pays africains. C'est d'abord sous ce biais que je vois les choses. A mon avis certains médias français et quelques occidentaux, commettent parfois ce péché de suffisance et d'arrogance, qui n'aide pas la concorde et dans les relations apaisées entre les peuples.

Comment percevez-vous l'orientation éditoriale de certains médias mainstream dans le traitement de l'actualité autour des relations russes avec certains pays d'Afrique comme le Mali et la Centrafrique ?

Cela bien avant l'invasion toute récente de la guerre de Vladimir Poutine contre l'Ukraine de Volodymyr Oleksandrovytch Zelensky, les médias mainstream (les médias grands publics Ndlr) qui ont la capacité d'avoir une audience beaucoup plus large, à travers des reportages ont

traité l'annonce des nouveaux partenariats, des nouvelles coopérations entre la Russie et certains pays africains. Ils montraient que c'était non seulement des partenariats nuisibles puisqu'elles venaient damer le pion à la France et, surtout qu'elles venaient aussi profiter des richesses minières de ces pays, profiter du fait que les gouvernements qui étaient là selon la France étaient totalement illégitimes.

La France et l'Occident considèrent que le groupe paramilitaire Wagner est le cheval de troie du Kremlin, qui revient en Afrique avec des intentions carnassières et de prédation. Je trouve ce traitement biaisé. Effectivement, ça fait un moment que les Russes sont revenus sur le continent africain. En tant que communicant et analyste, j'estime que la sécurité des pays africains doit être déléguée d'abord et exclusivement aux armées africaines. Aujourd'hui c'est cette délégation de pouvoir sécuritaire qui fait qu'aujourd'hui Wagner est au Mali. Tout ceci n'est pas que la faute de la France. Il y a cette tendance sur le continent africain de tout mettre sur le dos de l'ancienne puissance coloniale. C'est d'abord, exclusivement, prioritairement la question des armées africaines et des pouvoir africains. La façon dont cela est traité donne l'impression que Wagner est en service commandé pour la Russie et que le projet qui est en cours est celui d'évincer la France en Afrique. Cette communication est improductive et surtout hasardeuse.

Le véritable projet politique sur lequel on devrait plutôt communiquer et sensibiliser, c'est que les armées africaines du sahel, du Mali, du Burkina, de la Centrafrique, du Cameroun, du Tchad soient des armées autonomes, républicaines et professionnelles; et qu'elles soient en mesure de prendre en charge la question sécuritaire. Malheureusement aujourd'hui, nous avons des acteurs sur le continent africain qui n'ont pas forcément des buts avouables. Mais il faut estimer que la priorité est de faire revenir la paix. Ce n'est pas qu'une question de pratique, c'est aussi une question de rhétorique. C'est en cela que la communication est très importante et la rhétorique aujourd'hui qui est à l'œuvre dans la plupart des médias qui viennent de l'occident, pour moi, c'est une rhétorique déficiente.

> **« A chaque fois où ce narratif sera pris en charge par d'autres puissances à travers leurs médias, il sera toujours biaisé et orienté parce qu'ils le feront en fonction de leurs agendas stratégiques, en fonction de leurs intérêts. »**

Les médias africains, les médias du Sahel, les médias des 54 pays du continent africain et ceux de leurs diasporas doivent être davantage sur le passage de thématiques comme la paix, la sécurité, la souveraineté. Il y a des sujets qui sont essentiels. La paix, par exemple, n'est pas qu'une question de pratique, c'est aussi une réelle question rhétorique. Le premier Président de la République de Côte d'Ivoire Félix Houphouët-Boigny, disait que "La paix n'est pas un vain mot, mais un comportement". Je suis d'accord avec lui mais les mots ont leur importance, ce qui se dit compte beaucoup, ce qui se fait compte encore davantage. Il est essentiel que les médias, les journalistes, les communicants africains véhiculent une image réaliste à la fois des certitudes, des peurs, des failles du continent. Bien sûr, il faut être très pragmatique jusqu'à ce qu'on arrive à voir des régimes constitutionnels qui mettent en place des armées professionnelles et qu'il y ait une gouvernance démocratique de celles-ci.

Puisque nous sommes sur un média de communicants, il est impératif que le narratif sur l'Afrique change mais il ne changera que si les africains le prennent en charge. A chaque fois où ce narratif sera pris en charge par d'autres puissances à travers leurs médias, il sera toujours biaisé et orienté parce qu'ils le font en fonction de leurs agendas stratégiques, en fonction de leurs intérêts. Ce qui n'est pas condamnable. C'est plutôt aux africains, aux pouvoirs africains, à la société civile africaine et à vous et moi de véhiculer une image réaliste de chacun de leurs pays. Nous ne faisons pas non plus rêver, il y'a des choses qui marchent très bien sur le continent et d'autres pas.

Propos recueillis par rédaction de : Naole Média Com

« Nous maintenons la dynamique de la croissance »

Didier AYIBATIN, Directeur général de la BIIC

En moins d'un an et demi d'existence, la Banque inter- nationale pour l'industrie et le commerce (BIIC) s'est im- posée comme l'une des institutions financières les plus en vue au Bénin. Fruit d'un management axé sur la re- cherche permanente de performance, les succès de la BIIC ont récemment été confirmés par les statistiques rendues publiques par l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Bénin. Une dy- namique de croissance que nous présente ici le Direc- teur général de la banque, Didier AYIBATIN, un spécia- liste du financement du commerce international et des financements structurés.

Présentez-nous brièvement la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce (BIIC)...

Il faut rappeler que la BIIC est née en juin 2020 de la fusion entre l'ex BAIC et l'ex BIBE. Elle a un capital de 82,5 milliards de francs CFA. Elle offre à sa clientèle une gamme variée de produits et services. Il s'agit entre autres des comptes aux personnes morales (notamment les PME/ PMI) et personnes physiques, des comptes d'épargne et des comptes de dépôt à terme. La BIIC est une banque universelle qui finance tous les secteurs vitaux de l'économie nationale : les projets gouverne- mentaux, l'agriculture, le commerce international, le BTP, l'industrie et les services. Elle offre aussi divers produits d'assurance et des produits électroniques. Aujourd'hui, la BIIC se distingue clairement par son professionnalisme, sa résilience et sa solidité financière. Notre ambition est de devenir la première banque au Bénin et dans l'UEMOA. Et c'est une ambition à notre portée.

Justement selon des chiffres publiés par l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Bénin (APBEF), la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce (BIIC) a enregistré de bons résultats en 2021. Quel est l'état de la croissance de votre Banque aujourd'hui?

En moins d'un an et demi, nous avons travaillé pour nous imposer comme un acteur majeur dans le déve- loppement économique du Bénin. Selon les chiffres dont vous parlez et qui remontent à fin novembre 2021, nous sommes la première banque au Bénin en matière de financement de l'économie nationale et sous régionale à travers un portefeuille titre constitué d'obli- gations d'États UEMOA à hauteur de 427 milliards de francs CFA dont 65 milliards de francs CFA au profit de l'économie béninoise.

> « Notre ambition est de devenir la première banque au Bénin et dans l'UEMOA. Et c'est une ambition à notre portée »

La BIIC occupe la deuxième place en termes de fonds propres pour un montant de 57,3 milliards de francs CFA : cela permet d'assurer la solidité et la pérennité financière de l'institution. En matière de collecte de ressources clientèle, nous arrivons à la troisième place avec un total dépôt de 341 milliards de francs CFA. Il faut rappeler qu'au cours de l'année 2021, nous avons travaillé à densifier notre réseau d'agences. Le maillage du territoire national couvre cinq départements du pays (Borgou, Collines, Littoral, Ouémé, et Zou) auquel il faut ajouter celui de l'Alibori où, en partenariat avec l'institution de micro-finance PADME et La Poste, nous avons ouvert quatre agences à Bemberèkè, Banikoara, Kandi et Malanville. A travers cette forme de partenariat, notre objectif est d'améliorer notre couverture progressive du territoire national afin de bancariser davantage les activités économiques au Bénin. C'est une réelle opportunité de contribuer, entre autres à l'inclusion financière en vue d'une autonomisation économique dans le pays.

Concrètement, comment se manifeste votre contribution à l'économie béninoise ?

Au 31 décembre 2021, la BIIC a financé l'économie nationale pour un montant total de 197 milliards de francs CFA à travers le crédit direct à hauteur de 132 milliards de francs CFA et les titres émis par l'État Béninois pour 65 milliards de F CFA. Dans ce contexte, la BIIC en tant qu'institution financière se veut un réel outil financier au service de l'économie nationale. La banque intervient dans les secteurs prioritaires qui paticipent la croissance du produit intérieur brut (PIB). A cet effet, la BIIC a été un acteur majeur dans l'accompagnement des entreprises pour l'exécution des projets d'asphaltage (PAG 1) dans les villes de Cotonou, Abomey-Calavi, Bohicon, Sèmè-Podji, Porto-Novo et Lokossa. Elle a participé au cofinancement de la route des pêches ainsi que plusieurs infrastructures rou- tières au Bénin. En lien avec les objectifs de développement durable (ODD),

la banque a participé au financement de plusieurs projets d'adduction d'eau potable en milieux urbains et villageois. Sur le plan du financement de l'agriculture et de l'agro-industrie, leviers incontestables de développement économique du Bénin, la BIIC a joué un rôle d'avantgardiste dans le financement du secteur coton dont la production a été d'un niveau record lors de la dernière campagne. Rappelez-vous que, l'année passée, nous avons ouvert quatre agences dans le bassin coton- nier (Bembèrèkè, Banikora, Kandi et Malanville) pour faciliter la bancarisation d'une zone dont les services financiers sont encore à l'état embryonnaire et pour faciliter les transactions financières aux cotonculteurs.

La banque est également active dans le financement de la transformation de noix de cajou, de jus d'ananas conventionnel et biologique et accompagne la vision du gouvernement consistant à rendre le Bénin auto-suffi- sant en matière de production de riz paddy et l'affranchir des importations. Pour les prochaines années, nous maintenons la dynamique de la croissance.

En raison de la pandémie du covid 19, les banques mettent de plus en plus l'accent sur le numérique. Quel est le projet digital de la BIIC ?

L'enjeu de la digitalisation n'est pas seulement de contourner ou de garder la distance durant la pandémie du nouveau coronavirus. En mettant la digitalisation au cœur de son offre, la BIIC veut relever le défi de la modernité pour permettre à ses clients de performer dans notre monde d'aujourd'hui qui est très connecté et qui le sera davantage. Le développement de stratégies digitales s'impose également comme un élément de résilience totale contre certaines formes de risques. Aujourd'hui, notre offre de web-banking intègre des services variés : la consultation de solde, le relevé de compte, le virement de compte à compte, le virement de compte à tiers, les virements permanents, le virement interbancaire local, la commande de chéquier, le paiement de facture, le suivi des prêts. C'est un système très sécurisé et compatible avec la plupart des navigateurs web. Les clients sont satisfaits des avantages que cela offre en termes de gain de temps, de rapidité et de disponibilité du service en temps réel 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Le projet digital de la BIIC, comme vous le dites si bien, c'est un déploiement important de la technologie la plus adaptée pour servir les clients en vue de s'imposer, à brève échéance, comme une banque digitale de référence intégrant, à la fois, le ebanking, la monétique, le mobile money et les systèmes de paiements en ligne.

La BIIC s'est récemment dotée d'un département Élite. Pourquoi et qu'est-ce que vous offrez de plus à vos clients ?

La création du département de la clientèle élite a été une réalité juste au lendemain de la fusion intervenue en 2020 et ceci en phase avec la stratégie de la banque qui veut desservir la clientèle à fort revenu et fortunée. En effet, avec le développement économique que connaît le Bénin, l'on note la montée en puissance de la classe moyenne et la naissance d'une nouvelle classe dont les revenus se sont accrus.

Le département Élite de la BIIC intègre : un service de qualité, un service personnalisé, un cadre plus agréable, des opérations en toute discrétion et un gain de temps. Ce département est doté d'un cadre agréable pour s'occuper convenablement de ce segment de clientèle de la banque. Nous offrons des produits haut de gamme conçus pour répondre aux exigences les plus élevées en matière de confort et de raffinement.

SOMMET DE LOMÉ SUR LA CYBERSÉCURITÉ

« Faire du numérique un vecteur de croissance et de développement » Faure GNASSINGBE

L'Arcep Bénin s'est doté d'un nouveau Plan Stratégique pour la période de 2022-2026. Ce document l'engage dans de nouveaux défis pour le développement des services de communications électroniques et de la poste ainsi que son rayonnement dans l'écosystème du numérique tout en restant fidèle à sa vision.

Le Togo ne veut pas rater le train de la «quatrième révolution industrielle » qui est celle du numérique. Et le prix à payer par tous les pays du monde, est de trouver les voies et moyens pour faire face aux risques liés notamment à la cybersécurité. En 2020 par exemple, c'est plus de 4 milliards de dollars de risques pour l'Afrique en matière de cybersécurité. C'est donc pour protéger les données personnelles voire officielles que le Togo accueille ces 23 et 24 mars 2022, le sommet africain sur la cybersécurité. ''Notre ambition est de faire du Togo un hub digital attractif pour les investisseurs, tout en garantissant notre souveraineté numérique, la sécurité et la protection des données. Notre volonté de faire du numérique un vecteur de croissance et de développement du pays est en droite ligne avec les objectifs de la convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel, adoptées à Malabo le 27 juin 2014'', a estimé Faure GNASSINGBE, chef de l'Etat togolais, au moment de lancer officiellement les travaux de cette conférence hybride. Même son de cloche chez la Ministre en charge de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale. Cina Lawson a plutôt vanté les réformes engagées par le Togo en matière de cybersécurité. ''La construction d'un Data Center, l'atterrissement d'un câble sous-marin Equiano de Google sur les côtes togolaises, ont pour but d'améliorer la qualité de service et l'accès à la connectivité pour l'ensemble des togolais. Nous sommes en train de digitaliser les secteurs clés de l'économie togolaise en mettant en place un cadre et des infrastructures pour la valorisation des données et en soutenant les startups. Toutes ces mesures contribuent au décloisonnement des territoires, à l'inclusion socio-économique des populations, à la création de marchés pour les acteurs du privé''. Pendant deux jours donc, des panels de haut niveau seront animés non seulement par des ministres du secteur mais aussi par des experts de la cybersécurité. Avant le démarrage des travaux de cette rencontre, la déclaration de Lomé sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité a été adoptée à l'unanimité par les délégations des pays participants. Rappelons qu'à ce jour, seuls 10 pays africains ont ratifié la convention de Malabo sur la cybersécurité. Le Togo qui accueille ce premier sommet du genre sur le continent ambitionne selon le chef de l'Etat Faure GNASSINGBE, la ''numérisation complète des services publics et d'indentification biométrique de la population d'ici à 2025''.

Par Julien EVEGNON

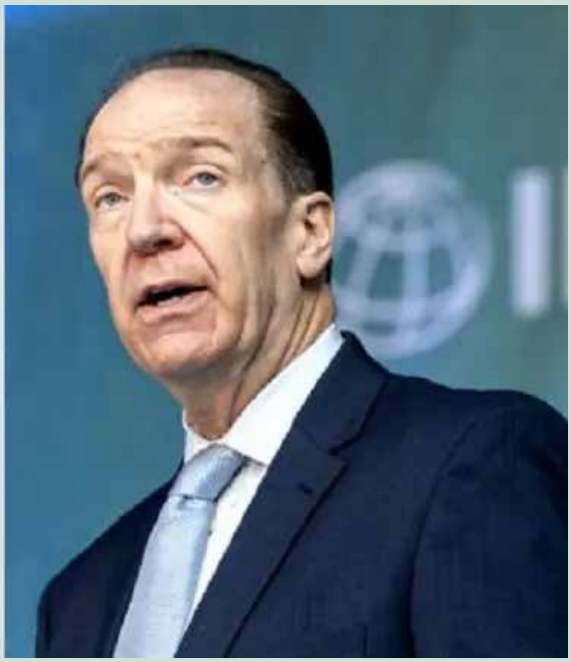
ci gusta!
Cotonou,
C'est au camp guezo
ci gusta!
est un salon glacier
au cadre sobre et un
personnel très accueillant
ci gusta!
- Crèmes glacées habituelles
- Glaces traditionnelles italiennes
- Petits déjeûners
- Patisserie - Pizza ect...
ci gusta!
offre plusiseurs catégories de parfums
Le leader des crèmes au Bénin.
INFOLINE : +229 96390101

COTONOU AEROPORT
ci gusta!
ci gusta!
est un salon glacier au cadre sobre
et un personnel très accueillant
ci gusta!
offre plusiseurs catégories de parfums.
Le leader des crèmes au Bénin.
ci gusta!
- Crèmes glacées habituelles
- Glaces traditionnelles italiennes
- Petits déjeûners - Patisserie - Pizza ect...
ci gusta!
Infoline
+229 96390101

OPINION

DAVID MALPASSMACKY SALL

Repenser la gestion de l'eau pour en garantir l'accès à tous



En amont du Forum mondial de l'eau, prévu du 21 au 26 mars à Dakar, le président de la Banque mondiale et le chef d'État sénégalais – également président en exercice de l'Union africaine – lancent un appel conjoint pour renforcer au plus vite la sécurité hydrique et la résilience du continent.

L'eau est notre ressource la plus essentielle. Elle est indispensable au développement, à la croissance et à la résilience. Sans une eau salubre, un système d'assainissement adapté et de bonnes conditions d'hygiène, aucun résultat positif ne peut être atteint dans le domaine de la santé. Et pourtant, un quart de la population mondiale – soit 2 milliards de personnes – manque d'eau potable, et la moitié – 3,6 milliards d'individus – ne dispose pas d'un système d'assainissement adéquat. L'impact de ces manques sur le capital humain est alarmant. En 2019, les maladies d'origine hydrique figuraient au 8e rang

des causes de mortalité dans le monde, coûtant chaque année la vie à 1,5 million de personnes, principalement du fait de la mauvaise qualité de l'eau et de l'assainissement. Ce sont surtout les femmes et les filles qui en subissent les pires conséquences. À titre d'exemple, le manque d'installations nécessaires à une bonne hygiène intime dans les écoles entraîne de l'absentéisme scolaire chez les jeunes filles, et des répercussions irrattrapables en matière d'acquisition des connaissances. On estime que chaque dollar investi dans les services d'eau potable apporte un retour sur investissement de 3 dollars, et même davantage en zone rurale. En Afrique subsaharienne, où l'agriculture représente 23 % du produit intérieur brut, l'eau est essentielle pour la production. Elle est également indispensable dans les secteurs de l'énergie hydroélectrique, des mines et de l'industrie. En outre, 90 % des événements climatiques extrêmes sont liés à l'eau, ce qui signifie qu'une meilleure gestion de cette ressource revêt un caractère déterminant pour l'adaptation et la résilience face au changement climatique.

« En Afrique, la mauvaise qualité de l'eau est à l'origine de 70 % à 80 % des maladies »

Malgré les avantages clairement établis de l'investissement dans l'eau pour le développement, la sécurité hydrique – le fait de disposer de suffisamment d'eau – est loin d'être atteinte dans de nombreux pays. La pandémie de Covid-19 a mis en évidence les inégalités criantes en matière de services d'adduction et d'assainissement, ainsi que leurs conséquences importantes sur la santé publique. Ces défis sont particulièrement sévères en Afrique, où la mauvaise qualité de l'eau est à l'origine de 70 % à 80 % des maladies. Avec l'intensification des sécheresses et des inondations, ainsi que l'assèchement des nappes phréatiques, les villes et les exploitations agricoles se retrouvent en outre de plus en plus exposées aux pénuries. Plusieurs pays et organisations ont mobilisé des investissements dans l'infrastructure et l'innovation technologique. Ils ont aussi mis en place d'autres solutions visant à s'attaquer aux différents risques et défis liés à cette problématique. Une action plus ambitieuse est néanmoins nécessaire pour généraliser les solutions efficaces et traiter les obstacles systémiques à l'atteinte de la sécurité hydrique et de l'assainissement universel.

Une action à engager d'urgence

C'est dans ce contexte que le Forum mondial de l'eau – le plus important événement consacré à ce thème – se réunira pour la première fois sur le continent africain, du 21 au 26 mars. Alors que les décideurs politiques, les chefs d'entreprises, les ONG, les donateurs et les organisations internationales se retrouveront à Dakar, il est hautement prioritaire d'engager une action d'urgence dans le secteur, pour avancer sur trois fronts :

- Le renforcement des réformes politiques et institutionnelles.
- L'augmentation de l'investissement public et privé.
- Une plus forte participation citoyenne.

Le renforcement des réformes politiques et institutionnelles est nécessaire pour garantir l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement, et pour soutenir l'adaptation au changement climatique. Les institutions en charge de l'eau – comme les agences de bassin hydrographique, les sociétés de service public ou les municipalités – ont un rôle crucial à jouer dans cette mise en œuvre, mais elles se trouvent souvent freinées par un manque de capacité ou par des mandats mal définis. Le Sénégal fait partie des pays qui ont su réaliser des avancées probantes dans la construction d'infrastructures hydrauliques. Il a aussi su mener nombre de réformes politiques et institutionnelles, notamment par le biais d'une société de portefeuille dédiée à la fourniture d'eau, d'une agence d'assainissement qui concentre son action sur l'investissement et de partenariats efficaces avec le secteur privé. D'une façon générale, des mesures politiques ciblées et des institutions réformées peuvent permettre une utilisation durable et équitable de l'eau, une appréciation juste de son prix ainsi qu'une fourniture plus efficace à davantage d'usagers.

> « Les besoins de financement dans le domaine seront multipliés par six d'ici 2030, et l'investissement privé aura un rôle clé à jouer »

L'augmentation de l'investissement public et privé est également importante pour garantir la sécurité hydrique. Les besoins de financement dans le domaine de l'eau seront multipliés par six d'ici 2030. Alors que l'Afrique devra investir jusqu'à 20 milliards de dollars chaque année, les pays n'allouent aujourd'hui que 0,5 % de leur PIB au secteur. Les gouvernements, à eux seuls, ne pourront pas assumer ces dépenses, particulièrement à l'heure où nombre d'entre eux peinent à payer les services essentiels, dans un contexte de montée de la dette. Si les banques multilatérales de développement se sont engagées à augmenter de 25 % à 35 % leur financement dans le secteur, l'investissement privé aura un rôle clé à jouer pour combler l'écart, dans le cadre de partenariats public-privé solides, indispensables au renforcement de la participation du secteur privé.

Pour que ces efforts soient couronnés de succès, une plus forte participation citoyenne est également nécessaire à tous les niveaux. Le but ? Transformer notre façon d'utiliser l'eau, de la partager, de l'économiser, d'éviter son gaspillage et de la valoriser. Au Sénégal, les agriculteurs collaborent avec les organismes publics d'irrigation sur les innovations en matière d'agriculture climato-intelligente, afin de mettre en place des systèmes d'irrigation à énergie solaire et de réhabiliter les projets de mobilisation des ressources en eau. Cela permettra d'accroître la production agricole, de réduire les risques liés à l'agriculture et d'augmenter les revenus des exploitants. L'irrigation gérée par les agriculteurs offre de grandes perspectives, mais cette approche exige un appui politique et des investissements pour développer leurs connaissances et leur accès au financement.

Coopération et concertation

Il nous faut passer à l'action dès aujourd'hui pour protéger les populations, les moyens de subsistance et les ressources. Cela implique de renforcer les filets sociaux afin qu'ils couvrent les chocs hydriques, de développer la résilience en augmentant les solutions de stockage, et de revoir la conception de nos villes afin d'améliorer la gestion de l'eau. Les crises liées à l'eau peuvent fournir des opportunités de changement, et surtout en renforcer l'urgence. Comme le souligne la Vision africaine de l'eau pour 2025, « on ne peut trouver des solutions à ces problèmes tant que perdurent les vieilles pratiques ». La Banque mondiale et l'Union africaine s'engagent à renforcer la sécurité hydrique et la résilience du continent. Enfin, nous voudrions souligner combien la coopération pour le partage et la gestion concertés des bassins transfrontaliers est fondamentale afin d'éviter les conflits autour de l'eau, et contribuer à la préservation de la paix et de la sécurité internationales. En Afrique de l'Ouest, l'Organisation pour la mise en valeur du Fleuve Sénégal (OMVS), et l'Organisation pour la mise en valeur du Fleuve Gambie – créées respectivement en 1972 et 1978 – offrent des exemples concrets d'une collaboration efficace. Sur tous ces objectifs communs, nous pouvons continuer à travailler ensemble et aller plus loin dans nos réalisations.

L'AUTRE AFRIQUE

Quand l'Afrique s'éveillera...

CHRONIQUE

POLITIQUE

ANALYSES

CHRONIQUE

ECONOMIE

INTERNATIONAL

MAGAZINE

AFRIQUE

L'AUTRE AFRIQUE

www.lautre-afrique.com

FORUM AWA 2022

Pour l'inclusion des femmes aux instances de décisions

Afin de permettre aux femmes africaines d'accéder aux instances de décision pour montrer leur potentiel et ainsi apporter des réponses face aux impacts des changements climatiques, le Forum AWA 2022 plaide pour l'inclusion des femmes dans le milieu. Le Forum AWA2022 qui a pris part au webinaire que le Groupe AllAfrica Global Media a organisé hier lundi 07 mars, a lancé ce plaidoyer pour les femmes.

« L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable. C'était dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale pour les Droits de la Femme. Un panel virtuel qui, selon Mme Hawa BA, Chargée du Bureau Sénégal (OSIWA), était un moment de célébration, de rappel des défis habituels pour l'atteinte de l'égalité et de l'équité genre », lit-on dans la note parvenue à PressAfrik.

Une belle occasion saisie par les panélistes présents de magnifier « la résilience dont les femmes africaines », mais également la lutte continue pour parvenir à leur pleine participation et à leur autonomisation.

Des messages ont été aussi lancés à l'endroit des dirigeants africains pour favoriser davantage l'inclusion des femmes. Les secteurs non-étatiques notamment ceux investis par les femmes et surtout le secteur informel ont également été interpellés. « Le temps est venu de traduire les discours sur la promotion des droits de la femme en actes concrets ». A en croire le communiqué cet objectif qui ne pourra être atteint que par leur accès aux instances de décision ou leur présence à la table où sont négociés leurs droits.

Birane Diop

BENIN MARKETPLACE .BJ

Plateforme de **e-commerce**

Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin

Faites vos ACHATS

sur

beninmarketplace.bj

et faites-vous **livrer** rapidement par la Poste du Bénin

Beninmarketplace.bj,

les produits **Made In Benin** de qualité certifiée sont **chez vous** !

LA POSTE DU BENIN · logistify · FedaPay · KKiaPay

AZANIE

Rendre la terre aux africains !

Il faut rendre la terre aux africains. Tel est le message fort lancé par la rédaction du magazine L'Autre Afrique dans cette tribune. Tant et aussi longtemps que les multinationales et les institutions de Breton Wood encouragent la spoliation et l'accaparement des terres en Afrique, le problème de l'autosuffisance alimentaire se posera avec acuité. La redistribution des terres semble être la condition sine qua nun pour une Afrique libre, prospère et égalitaire. Car qui ne possède pas sa terre n'est pas libre. Alors, la terre africaine aux africains !

La terre a été spoliée A l'ombre du «grand commandeur» Nelson Mandela en personne, et à son propre choix politique, la question de la Terre, pourtant cruciale en Azanie, a toujours été poussée sous le tapis par tous ses successeurs et ceux qui se réclamaient de son héritage. Autrement dit, malgré la spoliation des terres, injustice majeure, souvenir jamais effacée des violences coloniales, pour tous ces nouveaux nantis intégrés à

l'état post apartheid, la ligne de conduite était : «Il est urgent de ne pas régler cette question!» Garder le statu quo, «préserver la paix intérieure»...»assurer la transition»...autant d'arguments mis en avant comme une litanie par Mandela et ses «amis», par l'ANC premier parti d'Azanie et dirigé de sa prison par Mandela, soutenu aussi par le PC d'Afrique du Sud et la COSATU principal syndicat ouvrier, contrôlé par l'ANC. Tout l'appareil d'état, les partis et institutions complètement intégrés au même appareil d'état, se tenaient ainsi, en rangs serrés, sur la ligne «conciliatrice» défendue par les héritiers de Mandela : ne pas alimenter de conflit éventuel avec la minorité blanche ! Dans un pays où le souvenir de l'apartheid est encore dans toutes les mémoires. Dans un pays où la possession de la terre, arrachée par la guerre aux africains par les blancs colons, était le fondement clef de l'idéologie d'apartheid, comment était-il possible de penser, de croire que cette question pouvait rester ainsi, indéfiniment, sans réponse ?

Solder l'apartheid

En février 2018 déjà, pourtant, le parlement d'Afrique du Sud a adopté une motion permettant de revoir la Constitution de 1994 dans l'optique d'une éventuelle distribution des terres des grands fermiers blancs en direction de la majorité noire. Ne nous y trompons pas, si cette proposition, déposée par Julius Malema, opposant de longue date à Jacob Zuma et à l'ANC, issu lui-même de l'ANC et dirigeant aujourd'hui le Parti Economic Freedom Fighters, a été adoptée grâce aux voix de l'ANC c'est que, dans ce pays où les inégalités sont féroces et où le niveau de vie s'abaisse dramatiquement de jour en jour, la majorité noire ne supporte plus que les conséquences de l'apartheid ne soient toujours pas soldées. Durant 24 ans et les accords de la Codesa l'ANC de Mandela s'est ingéniée à renoncer à rendre sa terre à la majorité noire africaine, question hautement symbolique, tout comme de la même façon et en même temps, «obéissant» aux injonctions des institutions internationales (Banques mondiale, FMI...), le pouvoir post apartheid continuait, sous d'autres formes, une politique économique qui a maintenu, jusqu'à aujourd'hui, les travailleurs noirs dans la plus extrême pauvreté.

Redistribution !

La majorité noire, confrontée à la misère ne veut plus de ces stigmates trop visibles de l'apartheid. La question de la terre fait partie de cette volonté populaire de faire du renversement de l'ancien régime une période de réelle liberté pour celles et ceux grâce à qui l'apartheid a été chassé. La possession des terres par ceux qui les ont volées, arrachées et, pour leur seul intérêt, gardées par la violence armée est perçue comme un couteau plantée dans le dos des noirs d'Afrique, majorité condamnée à continuer à souffrir devant les barbelés de la minorité blanche. «Ces terres sont à nous, elles doivent nous être, une fois pour toute, définitivement restituées !». Telle est la simple revendication des paysans. Elles étaient propriété des africains noirs et, arrachées et appropriées par la force armée, elles doivent être restituées sans indemnité ni rachat. Il s'agit là de la moindre des justices. Les colons, pour s'installer sur ces terres y ont fait couler le sang, indemniser les actuels «propriétaires» reviendraient donc à légitimer et rétribuer le crime. Aussi légitime que soit cette revendication, et même si l'ANC n' a pas osé ne pas voté cette motion, rien ne sera aisé. Le tout nouveau président Ramaphosa a déjà déclaré :»Nous allons gérer ce problème d'une manière que ne portera pas atteinte à l'économie. Nous n'autoriserons pas des intervention s'apparentant à du vol...» Autrement dit, cette mise en garde s'appuyant sur le «droit de propriété», interdit par avance toute redistribution réelle. De l'autre côté, les courants racistes de la minorité blanche brandissent elle aussi leurs menaces : «Nous déclencherons une campagne internationale pour alerter les gouvernements étrangers et les investisseurs que le droit de propriété est menacé en Afrique du Sud» (Site AfriForum) Et pourtant...malgré les menaces et les rodomontades, nul ne peut pretendre à faire tourne la roue de l'histoire à l'envers. Les africains noirs d'Azanie, seuls acteurs du renversement du régime d'apartheid, contre tous les obstacles et les freins, sauront mener à bien leur lutte pour leur émancipation. La restitution des terres, sans indemnité ni rachat, inéluctable, fait partie intégrante de ce cheminement.

Romuald BOKO &
François Charles

RACISME ET HYPOCRISIE

Ce que la guerre d'Ukraine dit de l'Occident

Depuis le début de l'offensive russe en Ukraine, on ne peut que difficilement échapper à la massivité du deux poids deux mesures qui caractérise le traitement politique et médiatique de cette guerre en Occident. Dans cet article initialement publié sur le site de Middle East Eye, le journaliste Peter Oborne met en lumière la duplicité de la politique occidentale (et britannique en particulier) au regard de sa participation dans la guerre du Yémen, ainsi que le racisme qui traverse éhontément la couverture de la guerre d'Ukraine dans les médias mainstream.

Il y a une quinzaine de jours, Richard Oppenheim, l'actuel ambassadeur britannique au Yémen, a fait une déclaration pour le moins ironique que voici : « Le Royaume-Uni se tient aux côtés du peuple ukrainien face à l'attaque non provoquée de la Russie contre la liberté et la démocratie » L'hypocrisie est grotesque, même pour les habitués de la duplicité notoire de la diplomatie britannique. Si Oppenheim porte le titre d'ambassadeur britannique au Yémen, dans les faits il ne parle pas depuis le Yémen. Basé à Riyad, la capitale saoudienne, sa principale tâche – à en juger par son activité sur les réseaux sociaux – est de faire écho aux arguments saoudiens dans sa guerre vicieuse et brutale contre le peuple yéménite. Bien sûr, l'ambassadeur britannique a raison de condamner l'invasion illégale et barbare de l'Ukraine par la Russie. Néanmoins, il ne faut pas oublier que la Grande-Bretagne fait partie intégrante de la machine à tuer – tout aussi illégale et barbare – de l'Arabie saoudite au Yémen. Et dans ce cas précis, la Grande-Bretagne ne se contente pas de rester à l'écart. Plus que tout autre pays, elle a appuyé et facilité la guerre de l'Arabie saoudite contre le Yémen. En effet, les Britanniques fournissent à l'Arabie saoudite des armes et des conseils militaires, ils lui apportent un soutien moral et, par l'intermédiaire du Conseil de sécurité des Nations unies (où la Grande-Bretagne est titulaire d'un siège), une protection diplomatique essentielle – notamment en empêchant la mise en place d'une enquête internationale indépendante chargée d'examiner les crimes de guerre commis dans le cadre du conflit.

Deux poids, deux mesures

Sur la scène internationale, la Grande-Bretagne est donc devenue le mandataire de l'Arabie saoudite, alors que cette dernière écrase le Yémen dans une guerre où les bombardements saoudiens et le siège économique sont directement responsables de la mort d'environ 230 000 personnes. De surcroît, la guerre en Ukraine va sans doute aggraver la situation puisqu'elle fait grimper les prix des denrées alimentaires, comme l'a averti le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, le jeudi 24 février 2022. Ainsi, le directeur exécutif du PAM, David Beasley, a déclaré dans un communiqué : « Nous n'avons pas d'autre choix que de prendre la nourriture des affamés pour nourrir les affamés et, à moins de recevoir un financement immédiat, dans quelques semaines, nous risquons de ne même plus pouvoir nourrir les affamés. »

La réaction de la Grande-Bretagne ? Aucune. En fait si, elle a décidé de réduire l'aide. Dès lors, deux normes ont été appliquées : d'un côté se précipiter pour aider l'Ukraine contre l'envahisseur étranger et, de l'autre, laisser les Yéménites pourrir. Bien sûr, la situation en Ukraine est monstrueuse. Mais l'horreur et la souffrance ne peuvent être comparées à la situation au Yémen, qualifiée par les Nations unies comme la plus grande calamité humanitaire du 21e siècle. Au reste, les diplomates ne sont pas les seuls à appliquer le deux poids, deux mesures. Depuis que Vladimir Poutine est passé à l'action il y a près d'une semaine, nombre de journalistes dans les médias occidentaux ont explicitement indiqué que les Européens blancs en Ukraine avaient une sorte de valeur que les autres peuples du monde n'ont pas. D'où cette phrase d'un journaliste de la célèbre chaîne d'information américaine CBS expliquant que : « Ce n'est pas un endroit comme l'Irak ou l'Afghanistan…, il s'agit d'un pays civilisé et européen ».

L'hypocrisie de l'Occident

Lundi 28 février 2022, Samantha Power, l'administratrice de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), s'est rendue à la frontière polonaise pour une mission d'aide aux réfugiés ukrainiens. À son sujet, l'écrivaine Sarah Lazare avait noté en octobre 2018 que : « lorsque Mme Power, en tant qu'ambassadrice des Nations unies, avait le pouvoir d'aider à mettre fin à la guerre au Yémen, en rompant publiquement avec son supérieur et en encourageant une action significative aux Nations unies, elle n'a rien fait. Au lieu de cela, elle a non seulement adopté la politique du silence, mais elle a également épargné à la coalition américano-saoudienne une surveillance internationale sérieuse alors qu'elle larguait des bombes sur des maisons, des écoles, des hôpitaux et des funérailles. » Mme Power était ambassadrice des États-Unis auprès des Nations unies lorsque la guerre au Yémen a éclaté en 2015. Je n'ai guère le souvenir d'une quelconque mission de compassion de Mme Power au Yémen. Ni à Gaza, ni en Syrie, ou ni au Myanmar, d'ailleurs. Regardons maintenant du côté de l'univers confus de Tobias Elwood, député conservateur

et ancien ministre britannique, qui a appelé d'urgence à une intervention renforcée de l'Otan pour soutenir l'Ukraine. Il y a sept ans, M. Elwood, alors ministre de la défense, a été contraint de corriger le procès-verbal après que des ministres aient trompé le Parlement à plusieurs reprises au sujet de l'utilisation obscène de bombes à fragmentation de fabrication britannique par les forces saoudiennes au Yémen. Enfin, nous pouvons constater le même double standard dans le monde des affaires. Les compagnies pétrolières internationales se retirent de la Russie à la suite de l'invasion illégale de l'Ukraine. Or, ces mêmes compagnies pétrolières sont allées en Irak à la suite de l'invasion illégale du pays par les États-Unis en 2003. Rien de tout cela ne signifie que l'Occident a tort d'être profondément préoccupé par la sauvagerie russe en Ukraine. Mais lorsque, inshallah, la poussière retombera en Ukraine, nous devrons porter notre attention sur notre propre deux poids, deux mesures.

Un racisme flagrant

L'inégalité de traitement se retrouve également dans les réseaux sociaux. Comme Middle East Eye l'a rapporté, d'anciennes séquences filmées de la jeune Palestinienne Ahed Tamimi, arrêtée par Israël en 2017, alors âgé de 16 ans, pour avoir affronté un soldat israélien, ont été republiées sur les réseaux. Ainsi, dans un clip TikTok, on peut voir une vidéo de Ahed Tamimi, filmée en 2012, alors qu'elle avait 11 ans, affirmant faussement qu'il s'agit d'une jeune Ukrainienne tenant tête à un soldat russe. Le clip a été partagé 12 millions de fois. Tandis que l'emprisonnement de huit mois de Ahed Tamimi (qui a pu rentrer chez elle, en Cisjordanie occupée) n'a suscité que mépris et indifférence en Occident, réinventée en membre de la résistance ukrainienne face à l'oppression russe, l'histoire devint tout autre. Ainsi que me l'a confié Chris Doyle, directeur du Council for Arab-British Understanding : « les Palestiniens remarquent que dans le cas de la Russie, le monde s'est empressé d'imposer des sanctions, de les exclure des événements culturels et d'opérer un désinvestissement économique face à l'occupation. Mais lorsque les Palestiniens appellent au boycott et au désinvestissement contre l'occupation israélienne, ils sont qualifiés d'antisémites au point que le gouvernement britannique tente de les criminaliser. » Appelons-le cela pour ce que c'est : le racisme flagrant de l'Occident. S'il est certes réjouissant que les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Europe aient redécouvert l'importance du droit international, il s'agit maintenant de veiller à ce qu'il soit appliqué de manière cohérente dans le monde entier – et non pas seulement en réponse à l'agression russe en Europe.

7320

Le Microcrédit Alafia vous répond

FNM Bénin

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA MICROFINANCE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

ANPME
Agence Nationale des Petites et Moyennes Entreprises

Agenda des PME 2022.

C'est reparti pour les ***insertions***.

Obtiens vite ton agenda!

TARIF DES INSERTIONS

- Micros, petites et moyennes entreprises
  - **A5 (demi page) 10.000FCFA**
  - **A4 (page) 30.000FCFA**
- Projets, Institutions & Associations
  - **A5 (demi page) 30.000FCFA**
  - **A4 (page) 50.000FCFA**
- Pages VIP
  - **1ère page 150.000FCFA**
  - **Dernière page 100.000FCFA**

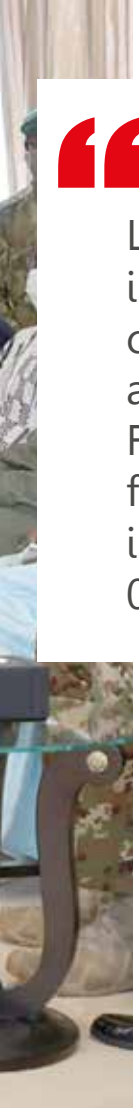
Confirmez ou Réservez votre place

66 76 10 57
69 12 12 69

BRAS DE FER ENTRE BAMAKO ET LA CEDEAO

Les Dissensions Seront-Elles Enfin Aplanies ?

On est donc reparti pour d'intenses tractations entre Bamako et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), avec l'arrivée, dans la capitale malienne, du médiateur de l'institution sous-régionale, vendredi dernier, dont l'objectif est de trouver un consensus autour de la durée de la transition qui constitue le principal point de friction entre les deux parties. Cette visite de Goodluck Jonathan, la troisième du genre depuis le début de l'année, permettra peut-être de lever progressivement les sanctions que la CEDEAO a infligées au Mali, le 9 janvier 2022, suite à la décision de l'équipe d'Assimi Goïta de révoquer son engagement initial à organiser des élections le 27 février dernier. Ces sanctions économiques et diplomatiques ont été prises, faut-il le rappeler, dans un contexte de crise sécuritaire d'une exceptionnelle gravité, marqué par des attaques terroristes à cinétique rapide contre des populations civiles ou des cibles symboliques de l'ordre républicain comme les écoles et les casernes, perpétrées par des bandes de guerilleros furtifs



> Les simulations indiquent que cela tourne autour de 80 000 F/mois. De toute façon, ce sera inférieur à 100 000 F/ mois.

manifestement aguerries. Même si ces sanctions ne concernent pas les produits de grande consommation et de première nécessité, il n'en reste pas moins vrai que leurs conséquences seront incommensurables pour le Mali, avec la très forte probabilité que l'Etat ne puisse pas, dans les mois à venir, payer les salaires des fonctionnaires et des militaires engagés dans la lutte contre le terrorisme. Une perspective lourde de conséquences pour les deux têtes de gondole de l'Exécutif et du nationalisme maliens que sont le président Assimi Goïta et son Premier ministre Choguel Maïga. Ils feront sans doute les frais de l'érosion du pouvoir d'achat de leurs compatriotes.

> Cette ultime rencontre entre le Mali et la CEDEAO, est celle de deux partenaires qui sont tous deux fatigués de se tirer dessus

C'est certainement pour conjurer ce sort que les autorités de la transition pourraient se montrer plus flexibles par rapport à la durée de leur ''mandat'', et cette énième mission de la CEDEAO au Mali pourrait être une fenêtre d'opportunité pour aplanir les dissensions et lever l'embargo économique sans précédent imposé au pays. Il ne serait donc pas étonnant qu'au terme de cette visite, le taiseux Assimi Goïta rétropédale en acceptant de réduire substantiellement la durée de la transition, au risque de décevoir et d'effaroucher les trolls et les ultras de son camp, qui pensaient naïvement et à tort que leur président allait boire la ciguë sans sourciller, ou le calice jusqu'à la lie. Assimi Goïta sait mieux que quiconque qu'il joue gros dans ce bras de fer, et ce n'est pas le rang de premier producteur de coton en Afrique, qui revient désormais à son pays, qui va le sauver de l'impasse budgétaire et de la catastrophe économique en cours. C'est bien, en effet, de booster la production du coton en augmentant le prix d'achat aux producteurs et en subventionnant l'engrais et les pesticides, mais à quoi cela servira-t-il si les transactions commerciales sont suspendues et si les avoirs du Mali dans les banques centrales et commerciales de la CEDEAO, sont gelés ? A rien du tout, ou presque. Le plus important et le plus urgent dans le contexte actuel pour le Mali, est de faire en sorte qu'il n'y ait pas de trou dans la raquette, en renouant surtout avec les voisins et partenaires de la sous-région afin de sortir de ce marasme qui pourrait, à terme, précipiter la ruine totale du pays. Aussi bizarre que cela puisse paraitre, les autres chefs d'Etat de la CEDEAO devraient une fière chandelle à leur homologue s'il consentait à ramener la durée de la transition à deux ans tout au plus et à clore donc ce douloureux chapitre, d'autant que cela leur permettrait de sortir du bourbier et ipso facto, de sauver la face et les meubles dans cette crise qui a considérablement écorné leur image aux yeux des populations. Des populations qui ont fini par les considérer comme des sous-fifres instrumentalisés par la France. Mais si le Mali est indubitablement celui qui trinque le plus dans cette crise, il ne faudra pas oublier l'effet boomerang sur les économies du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, par exemple, par où transitent les produits d'importation et d'exportation du pays d'Assimi Goïta. Un manque à gagner donc pour ces pays-clé de la CEDEAO qui sont certainement impatients de voir l'orage passer, et une image à refaire pour l'ensemble de l'institution sous-régionale qui est, quoi qu'on dise, gênée aux entournures depuis qu'un autre de ses membres, le Burkina Faso en l'occurrence, a soufflé dans la même trompette que le Mali, le 24 janvier dernier. Même si les trompettes du pays des Hommes intègres semblent plus clairvoyantes et avisées, en se montrant plus coopératives afin d'éviter de lourdes sanctions. Au total, on peut dire que cette ultime rencontre entre le Mali et la CEDEAO, est celle de deux partenaires qui sont tous deux fatigués de se tirer dessus, et qui sont, par conséquent, disposés à faire la paix des braves, même si cette dernière laissera immanquablement un goût amer, de part et d'autre.

Hamadou GADIAGA

MISS MONDE 2022

Olivia Yacé, 2eme dauphine

Olivia Yacé élue Miss Côte d'Ivoire 2021, s'est projetée candidate à la 70ème Edition de Miss monde et figure dans le trio des plus belles filles du monde. 40 quarts de finalistes sur 97 candidates au départ, ont été sélectionnées pour la finale du concours miss monde.

Cette grande finale qui s'est déroulé la nuit du mercredi 16 mars 2022, à San Juan, la capitale de Porto Rico, fait de la représentante de la Reine de beauté ivoirienne, Olivia Yacé, comme la 3ème femme plus belle au monde, la 2eme dauphine , Kaolina Bielawska, 21ans, de Łódź, Pologne, a été couronnée miss monde 2021, Shree Saini des États-Unis est la 1ere dauphine.

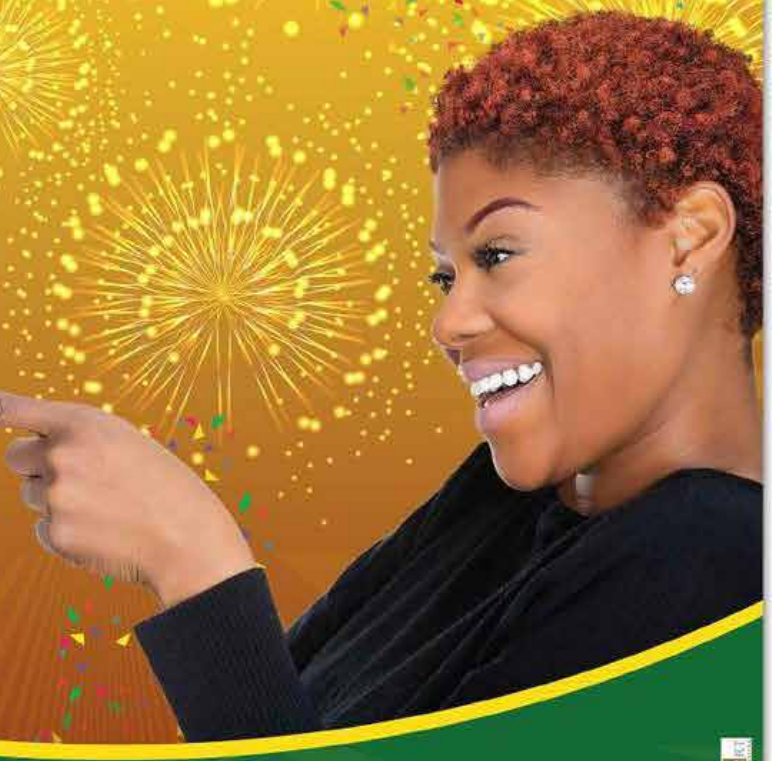
Étudiante en année se marketing à l'Université Widenera à Philadelphie aux États-Unis, Yacé a également décroché la première place au Top model Challenge et la seconde place de Miss world best national designer après la Corée du sud la nuit du lundi 6 décembre 2021 à San juan la capitale portoricaine.

Elle remporte également le « Head to Head » devant la Miss Colombie. Le 21 janvier 2022, la belle ivoirienne a été sacrée Miss monde multimédia.

GOUNONGBE Yasmine

LNB

L'OTERIE NATIONALE DU BENIN



loto star

LOTO FORTUNE

Jouez, gagnez aussitôt

Les lots aux gagnants, les bénéfices à toute la Nation.

BIIC

Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce

PLUS QU'UNE BANQUE, UN VRAI PARTENAIRE FINANCIER

Standard : +229 21 31 22 00
Fax : 21 60 10 04
Lot N°374 parcelle C,Bld St Michel
01 BP 7744 Cotonou République du Bénin
www.biic-bank.com
@biicbank

BIIC
Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce